

Point 04 : Débat d'orientation budgétaire 2016

Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)

Madame la présidente, chers collègues,

C'est dans un contexte de crise particulièrement long et virulent que nous sommes amenés à débattre des orientations budgétaires pour notre métropole.

En effet, la situation économique de notre pays est pour le moins préoccupante, la reprise depuis longtemps annoncée joue les Arlésiennes, et engendre un climat social des plus tendu. Notre pays est victime d'une fracture sociale profonde et s'y distille un sentiment d'injustice qui, favorise les rancœurs et les divisions, et nourrit les votes d'exclusions. Cela est alimenté par les choix politiques et budgétaires imposés par l'Europe et notre gouvernement français qui a renoncé à toute résistance face au grand capital et au monde de la finance. Le dogme de la réduction de la dette assis sur l'austérité pour les salariés, les retraités et les services publics frappe durement les populations, et à fortiori les plus fragiles. Elle frappe aussi les collectivités territoriales.

Les maux qui fragilisent les finances de la Métropole, nous les connaissons, *ils ont été parfaitement explicités dans les propos liminaires à ce débat* :

- La réforme de la taxe professionnelle, totalement vidée de son contenu.
- La perte de dynamisme des recettes fiscales dues à la crise économique, ou aux choix politiques gouvernementaux (en ce qui concerne le Versement Transport par exemple)
- Et, bien entendu la baisse des dotations de l'Etat qui se poursuit et s'accroît.

Des dotations de l'Etat qui, globalement, après avoir connues une augmentation régulière jusqu'en 2012 atteignant 52 milliard d'euros, sont revenues aujourd'hui à leur niveau de 2005 à savoir, 44 milliards d'euros. Rappelons que cette contraction des dotations va représenter 50 millions d'euros de perte cumulées pour Nantes Métropole d'ici à 2017.

Malgré la crise, malgré la dynamique que représentent les investissements des collectivités pour le tissu économique local et donc pour l'emploi, le Gouvernement persiste et signe et présente un budget 2016, fondé, comme les précédents, sur la baisse des dépenses publiques, intimant l'ordre aux collectivités locales de participer au « redressement des compte publics », alors même, et c'est un comble, que leurs finances sont saines et leurs comptes en équilibre. A cela, il faut encore ajouter une politique d'allègements fiscaux scandaleuse, sans aucunes contreparties tels le CICE et une baisse des contributions patronales des entreprises, jamais compensées auprès des caisses de la sécu.

Dans ce contexte nous soulignons et partageons les ambitions portées par notre métropole pour le budget 2016. Avec les choix proposés, nous prenons nos responsabilités, vis-à-vis de l'avenir de notre territoire et de ses habitants. Par l'ampleur de nos investissements, plus de 2 Milliards d'€uros sur le mandat, tous budgets confondus, nous faisons le choix du dynamisme, et de l'offensive, au moment même où d'autres déclinent l'action politique comme un éternel renoncement.

Non, ce n'est pas le cas, ce n'est pas le cas de la majorité, ni des élus communistes pour qui l'action métropolitaine, par l'investissement, est un puissant levier pour soutenir l'activité économique, favoriser les solidarités, au moment même où la population en a tant besoin.

Oui il nous faut investir pour assurer le développement solidaire des communes, investir pour faire de l'emploi une priorité, en soutenant l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation...

Demain, la métropole, c'est un nouveau CHU avec des enjeux en termes de recherche médicale, c'est un pôle agroalimentaire en Sud-Loire, une nouvelle gare.

C'est la solidarité affirmée envers les quartiers prioritaires, le soutien à la construction de logements sociaux au moment même où les bailleurs sont mis en grande difficulté.

C'est 610M€ consacrés au développement des transports en commun et à la transition énergétique. C'est aussi, la tarification solidaire dans les transports et l'eau (qui fera l'objet d'une délibération au prochain conseil métropolitain)

Je ne tiens pas ici à faire une liste de tous nos choix, de toutes les politiques structurantes que nous allons engager, mais juste, par ces quelques exemples souligner notre ambition.

Cette ambition, nous pouvons nous la permettre car la situation financière de la métropole est particulièrement saine ! Et, puisque notre capacité de désendettement est légèrement supérieure à 4 ans, dans un contexte de taux d'intérêt au plus bas, il faut faire de l'emprunt un levier fort de l'investissement !

Parmi les pistes évoquées pour palier aux contraintes qui pèsent sur nos recettes est envisagée la fiscalité. Celle-ci doit être pensée comme une richesse redistribuée à ceux qui en ont le plus besoin et le groupe communiste sera très attentif au respect de nos engagements qui veulent que la fiscalité soit sous-tendue par l'idée de justice sociale ; comme nous serons vigilants, nous le rappelons régulièrement à la « Garantie de qualité de service public, qui passe, à notre sens, par la préservation des conditions de travail des personnels », c'est à dire au maintien des effectifs inhérent au bon déroulement de leur mission et à la qualité du service public

Enfin, et pour conclure, notre groupe prendra toute sa part à la réalisation des projets ambitieux qui font l'âme et le corps de ce budget dans le respect des engagements qui nous sont communs pour le progrès et la justice sociale !

Je vous remercie de votre attention.